## CONSIDÉRANT LE JEU POLITIQUE «DÉSORMAIS FERMÉ»

# Mohamed Saïd songe à prendre sa retraite

***Lourdement affecté par l'issue du scrutin législatif de jeudi dernier avec, notamment, le score «hors normes» attribué au FLN, une issue qui consacre le statu quo et dont les répliques risquent d'être dangereuses, le président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ) n'exclut pas l'option de renoncer à l'activité politique partisane.***

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Une option parmi deux autres, celle de poursuivre l'expérience partisane en solo ou dans le cadre d'une coalition avec d'autres forces politiques que le bureau national du parti aura à étudier, ce jeudi, lors d'une réunion extraordinaire.

Pour Mohamed Saïd, qui faisait, hier, le bilan des dernières législatives lors d'une conférence de presse, il faut faire une lecture politique de ces résultats qui «consacrent une logique du pouvoir qui ne renforce ni l'autorité de l'Etat, ni permet un jeu politique saint», en ce sens que, désormais, «le jeu politique est fermé».

Il ne pourra pas en être autrement quand, soutiendra-t-il, «le FLN s'est vu attribuer un score qui défie toutes les normes alors que le parti est miné par des querelles internes et ne s'est jamais retrouvé aussi divisé que ces derniers temps avec son éclatement en trois ailes qui ont mené campagne séparément».

Une issue loin de constituer une surprise pour l'ancien candidat malheureux à la présidentielle d'avril 2009 tant, dira-t-il, «Belkhadem l'avait promise en pleine campagne électorale».

Mohamed Saïd fera le même constat concernant le RND dont les 7 sièges supplémentaires obtenus par rapport aux législatives de 2007 que, dira-t-il, «son bilan ne justifie guère».

Le patron du PLJ, qui ne s'attardera pas sur la fraude, phénomène dont nombre de partis font cas, «pour n'avoir pas de preuves matérielles, le parti n'ayant pas suffisamment de représentants dans les bureaux de vote», expliquera-t-il, considérera que les promesses de changement claironnées à longueur de discours se sont révélées au final de la poudre aux yeux puisque «tout a été fait de telle sorte que le statu quo se pérennise» avec le maintien des deux partis du pouvoir».

Photo : Samir Sid

Mohamed Saïd considère que les promesses de changement n'étaient que de la poudre aux yeux.

Et à Mohamed Saïd d'énumérer les nombreuses anomalies ayant marqué ce processus électoral : moyens inégaux pour les partis du pouvoir et ceux gravitant autour, des moyens de l'Etat au moment où les nouveaux partis en sont privés, l'argent sale d'origine suspecte qui a investi avec force le terrain sans que ses détenteurs soient inquiétés, les vertus du comportement militant de plus en plus absentes ou totalement inexistantes tant il n'est plus question de militantisme et d'abnégation.

Ceci en sus d'autres considérations techniques qui ont complètement désorienté les électeurs au point de détourner par méconnaissance ou par fatigue leurs voix, comme les différents numéros attribués aux partis et l'ordre des bulletins de vote dans les bureaux de vote. Autant de contraintes qui n'étaient pas pour dissuader le PLJ de renoncer à la compétition ou de s'en retirer en cours de route au motif que, dira-t-il, «je n'ai pas pour habitude de me retirer d'un combat engagé et que cette élection, au-delà de ses résultats et de ce qui l'a caractérisée, a permis aux cadres du parti de s'imprégner de ce qui accompagne un scrutin du côté administratif».

**M. K.**

## LES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL SE FÉLICITENT DES RÉSULTATS DU FLN

# La session de destitution de Belkhadem maintenue

Les membres du comité central du Front de libération nationale confirment la tenue de la session prévue pour le 19 mai. Dans un communiqué rendu public, hier, au terme d'une rencontre, le coordinateur général de ce qui est appelé le «front anti-Belkhadem» a annoncé «la présence des membres lors de la reprise, le 19 mai 2012, de la session extraordinaire du comité central».

Rappelons que l'unique point inscrit à l'ordre du jour de cette session ouverte concerne la destitution de l'actuel secrétaire général du parti. Par ailleurs, le texte signé par Ahmed Boumahdi revient longuement sur les résultats obtenus par ce parti lors de l'élection législative de jeudi dernier. «Les membres du comité central félicitent le président de la République Abdelaziz Bouteflika, président d'honneur du Front de libération nationale, pour son discours historique prononcé à Sétif à l'occasion de la commémoration du 67e anniversaire des massacres du 8 Mai 1945.

Discours qui a été l'élément moteur de la forte participation de la société à ce scrutin. Nous félicitons également le peuple algérien pour avoir accordé ses voix au FLN», note Boumahdi. Selon lui, cette victoire est également celle des militants et des militantes du parti et des membres du comité central qui se sont pleinement «impliqués» dans la campagne électorale.

En évitant de citer le nom du secrétaire général, Boumahdi l'exclut de la victoire remportée par le FLN. Notons que suite à cette rencontre, une délégation des membres du CC a déposé une lettre au niveau du siège du FLN. Le document propose à Abdelaziz Belkhadem de convoquer une session du comité central auquel cas.

Selon des sources sûres, le bureau d'ordre du parti a accusé réception de la lettre. Une situation qui a provoqué la colère de Abdelaziz Belkhadem, ce dernier ne voulant vraisemblablement pas accorder un caractère officiel à cette démarche.

**Tarek Hafid**

## FRONT DE L'ALGÉRIE NOUVELLE :

# «Bouteflika a donné son feu vert pour la fraude à Sétif»

***Pour le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdesslam, la phrase prononcée par Bouteflika dans son discours du 8 mai à Sétif, à savoir «mon appartenance politique est connue de tous», n'était pas une manière d'influencer les électeurs dans leur choix le jour du vote, mais plutôt «un feu vert donné à l'administration pour frauder en faveur du FLN».***

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -** L'ex-SG d'Ennahda, aujourd'hui à la tête d'une nouvelle formation politique, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, hier, à l'issue d'une conférence de presse à Alger pour donner aux élections législatives du 10 mai, auxquelles il a pris part, tous les noms possibles et imaginables.

Président de la République, ministres, administration, partis du gouvernement, institution militaire… Djamel Benabdesslam n'a épargné presque personne. «De toutes les élections frauduleuses qu'a connues l'Algérie, de 1995 à 2009, celles des législatives du 10 mai 2012 représentent la pire des mascarades. `Je dis bien que ce qui s'est passé dépasse tout entendement et qu'il ne s'agit pas de fraude mais d'une grande mascarade…», a-t-il d'emblée lancé.

Le président du Front de l'Algérie nouvelle, qui affirme avoir plus de vingt preuves de fraude, pense qu'une seule parmi toutes les autres suffit pour démontrer le caractère de falsification qui a, selon lui, marqué les élections législatives. Il cite à ce propos le ministre de l'Intérieur qui «a annoncé le nombre de sièges pour chaque parti sans pour autant communiquer leur nombre de voix». Cela dit, ajoute-t-il, «au moment où des P-V n'avaient pas encore été établis dans plusieurs régions».

Photo : NewPress

Benabdesslam n'a épargné personne.

Pour lui, «le ministre de l'Intérieur a rendu publics des résultats fabriqués dans des chambres noires». Mais de tous ceux qu'il a cités, c'est contre Abdelaziz Bouteflika que Benabdesslam semblait le plus remonté. «Bouteflika a donné sa bénédiction pour frauder en faveur du FLN en évoquant son appartenance politique lors de son discours du 8 mai 2012 à Sétif. Certains ont cru que cette phrase a pesé dans le choix des Algériens le jour du vote. Je dirais même qu'il n'a pas participé à la mobilisation des citoyens pour le simple acte de vote. Le peu des votants qui ont donné leurs voix a été mobilisé par quelques partis et encore, très peu ont voté, si l'on en juge par le faible taux de participation qui a été gonflé d'au moins 10%», a-t-il clamé.

### «Vous avez raté l'occasion de sortir par la grande porte»

Les propos du président du FAN sont lourds de sens et sonnent comme une menace : «Nous avons voulu que ces élections permettent aux uns et aux autres de sortir par la grande porte tout en préservant leur image et leur dignité. `Mais ils sont passés outre. Nous n'avons pas voulu pour l'Algérie un scénario à la Moubarak jugé sur un lit derrière des barreaux ou encore un Kadhafi assassiné en public de la manière la plus atroce. Je dirais que ces élections ont ouvert la porte à tous les scénarios. Il ne s'agit pas de la victoire ou de la défaite de tel ou tel autre parti politique, mais de l'avenir de l'Algérie.»

C'est ainsi que Benabdesslam dit voir en Algérie «le même scénario que celui des élections législatives égyptiennes précédentes où el baltaguia ont fraudé pour le parti du pouvoir».

Il propose en guise de conclusion, pour sauver la face, d'annuler les résultats des élections législatives tant que le Conseil constitutionnel ne les a pas encore annoncés et d'organiser dans six mois d'autres élections, sinon, suggère-t-il, «annoncer les chiffres réels dont dispose le Conseil constitutionnel et demander au peuple algérien pardon avant qu'il ne soit trop tard».

**M. M.**